



MN/SC

Communiqué

M. JOFFRIN S'ENTÊTE À LICENCIER

Les salariés qui ont refusé de diffuser samedi un quotidien national au sein duquel, depuis plus de 40 jours, une journaliste s'astreint à une grève de la faim ont fait preuve de responsabilité et ont exprimé les valeurs d'humanité et de dignité qui sont celles de la presse et de la profession.

Un quotidien n'est pas une marchandise. C'est pour cela qu'existent des règles sociales, des aides financières et des lois qui régissent son existence.

Sans les NMPP, *Libération* n'aurait jamais pu exister. Sans les NMPP, *Libération* et d'autres n'existeraient plus depuis longtemps.

Un quotidien ne peut sortir normalement avec une salariée en grève de la faim dans ses locaux protestant contre son licenciement. C'est cela qu'ont tenu à rappeler des adhérents du SGLCE. Ils ont bien fait de réagir à l'entêtement de M. JOFFRIN. Leur emploi est également menacé, comme celui des imprimeurs ou des journalistes.

Si l'on accepte un licenciement, on les accepte tous : c'est cela qui se joue autour du congédiement de Florence COUSIN.

Il ne s'agit pas plus d'un désaccord d'ordre syndical. Une solution existe pour mettre fin immédiatement à cette situation déplorable au quotidien, tout le monde la connaît maintenant.

La direction devrait se rendre à la raison du compromis acceptable parce qu'honorable pour tous.

Paris, le 24 mars 2009